

L'UNIVERSITE SYNDICALISTE



SOMMAIRE : Page 2 Actualité • Sur le vif • Page 3 Manifestation de la jeunesse contre le Front national • Page 4 Les rassemblements du 1^{er} Mai • Communiqué FSU

Faire barrage à l'extrême droite, contribuer à reconstruire des politiques de progrès

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle, avec la présence d'un candidat d'extrême droite au second tour, ont suscité une véritable consternation et une très grande émotion chez les enseignants, les lycéens et les étudiants. Ils sont pour l'essentiel le fruit de l'incapacité des forces politiques au pouvoir depuis des décennies de traiter les problèmes qui gangrènent notre société, de lutter contre leurs causes profondes, d'écouter les aspirations d'une grande partie de la population, d'entendre les propositions portées par le mouvement social, de renoncer aux sirènes du libéralisme.

Le SNES appelle à faire barrage à l'extrême droite : le score de Le Pen doit être le plus bas possible à l'issue du deuxième tour de l'élection le 5 mai prochain. Mais c'est aussi, aujourd'hui, la responsabilité du mouvement syndical de dépasser ses divisions et son éclatement pour aider à la reconstruction d'une alternative conforme aux aspirations des salariés, de la jeunesse et des plus démunis pour mettre en échec les politiques libérales qui risquent de résulter de cette élection et pour faire échec aux solutions racistes, xénophobes et anti-jeunes de la droite et de l'extrême droite en France et en Europe. Plus que jamais les choix proposés par le SNES, et rappelés dans sa lettre aux candidats, s'imposent pour renouer avec les valeurs de la démocratie :

- en faveur d'une politique soucieuse de développer de nouveaux droits à l'éducation, de donner à l'école les moyens de la prévention de l'échec et de la réussite scolaire de tous les jeunes, d'accorder aux jeunes l'attention et la place qui leur sont dues, de faire du système éducatif un des creusets du brassage social, de l'égalité et de l'enrichissement mutuel ;
- en faveur d'une politique économique et sociale qui s'attache à créer le plein emploi, à lutter partout contre la précarité sous toutes ses formes, à préserver et développer l'emploi qualifié, dans les secteurs industriels comme dans les autres, à imposer le droit au logement décent et le droit à la santé ;
- en faveur d'une politique urbaine et d'un aménagement du territoire ambitieux, prospectifs et coordonnés, soucieux de l'intégration, de la lutte contre le racisme, de l'environnement et du cadre de vie, permettant d'en finir avec les ghettos sociaux et les

zones de non-droit, luttant contre les économies parallèles et les trafics dans lesquels sont piégés des jeunes de plus en plus jeunes, une politique aussi attentive à sanctionner qu'à éduquer et à réinsérer dans le monde du travail ;

- en faveur de la conquête de droits nouveaux pour introduire partout plus de transparence, de démocratie, de responsabilité individuelle et collective, associer tous les salariés et tous les citoyens aux décisions à tous les niveaux, en utilisant notamment à cette fin les technologies nouvelles ;
- en faveur d'une réduction du temps de travail réellement créatrice d'emplois, du respect du droit à une retraite à taux plein à soixante ans, d'une lutte déterminée contre toutes les discriminations qui frappent les femmes et les jeunes issus de l'immigration ;
- en faveur de services publics rénovés, réellement mis en capacité de répondre aux missions qu'on leur assigne, aux besoins de la population, particulièrement la plus défavorisée.

C'est par ces choix que notre société pourra retrouver le chemin des valeurs républicaines et faire entendre sa voix aux plans européen et international pour construire un monde qui en finisse avec l'exploitation des uns par les autres, l'interventionnisme militaire et le développement des tensions et des guerres.

Le SNES appelle les personnels à débattre de ces choix et à faire valoir ces orientations dans les semaines à venir, à prendre toute leur place dans toutes les initiatives unitaires, et en particulier celle du 1^{er} Mai. Les mouvements spontanés des lycéens et des étudiants, les manifestations du 1^{er} Mai, revêtent, dans ce contexte, une importance exceptionnelle pour que le mouvement social aide à reconstruire des politiques tournées vers le progrès.

Le SNES appelle les personnels à s'y engager pleinement en débattant avec les élèves et en étant à leurs côtés dans les manifestations. Il appelle les forces syndicales à se rencontrer pour reconstruire un mouvement citoyen réactif et durable, capable de donner la parole à ceux qui en sont privés, de retisser des liens sociaux pour capter toutes les aspirations et construire des revendications et des projets qui s'imposeront dans le débat politique. ■

Le secrétariat national du SNES,
Paris, le 23 avril 2002

EN BREF

Communiqué de presse

Mouvements lycéens et étudiants

Les jeunes, les lycéens, les étudiants réagissent spontanément à la situation sortie du premier tour de l'élection présidentielle en descendant dans la rue. Leur émotion est d'autant plus justifiée que les valeurs d'anti-racisme, de solidarité, de justice, de respect des différences sont



des valeurs fortes dans la jeunesse. Elle constitue aussi une réaction à des semaines de campagne de stigmatisation des jeunes et des années d'une précarité imposée. Le SNES rappelle qu'il a fait d'une amélioration de la formation des jeunes, de l'octroi de nouveaux droits éducatifs et de nouveaux droits sociaux, de la prévention de l'échec scolaire et du développement de l'emploi qualifié l'axe central de son projet. Il rappelle aussi qu'il a proposé de coordonner les politiques publiques pour lutter contre les poches de pauvreté, contre la délinquance qui parfois en résulte et pour réinsérer les jeunes les plus démunis dans un processus de qualification et d'insertion professionnelle. C'est pourquoi le SNES apporte son soutien aux initiatives décidées par les lycéens, les étudiants, leurs organisations. Il appelle les personnels du second degré à débattre avec leurs élèves et à s'associer à ces initiatives sous les formes qui leur paraîtront les mieux adaptées et en concertation avec eux.

Paris, le 23 avril 2002

1^{ER} MAI

CFDT-CGT-UNSA-FSU

DÉCLARATION COMMUNE

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle fait peser sur notre pays de lourdes menaces pour la démocratie, les libertés ainsi que les droits et garanties sociales des salariés.

Les organisations signataires considèrent qu'il est de leur responsabilité de combattre les idées racistes, xénophobes, antisémites et populistes. Elles entendent défendre les valeurs démocratiques et républicaines de tolérance, d'égalité, de liberté et de fraternité qui sont à la base de la démarche syndicale.

Elles sont déterminées à faire obstacle au programme de l'extrême droite qui attaque en règle la Sécurité sociale, entend mettre à mal l'éducation, programme fondé sur les discriminations et la xénophobie et qui nie purement et simplement le cadre européen. Elles appellent les salariés à faire barrage, par leur vote, à Jean-Marie Le Pen.

Moment traditionnel de mobilisation sur les sujets qui préoccupent les salariés - emploi, salaires, protection sociale, devenir des services publics- le 1^{er} Mai prend dans ce contexte une tonalité particu-

lière. Les organisations signataires entendent donc faire de ce 1^{er} mai un temps fort d'initiatives et de manifestations syndicales pour le progrès social, les revendications et la démocratie.

Elles appellent leurs adhérents et adhérentes, l'ensemble des salariés, des chômeurs et des retraités à se mobiliser, dans le cadre syndical, et à participer massivement aux manifestations qui seront décidées sur cette base par leurs organisations.

Le 23 avril 2002

CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS MUSIQUE (CHAM)

Nouvelle circulaire

Jusqu'à présent, ces sections étaient réservées à des élèves ayant un bon niveau musical et scolaire. On peut noter dans le nouveau texte une volonté de démocratisation : développement souhaitable en ZEP, partenariat élargi à d'autres structures, extension aux

pratiques vocales, actualisation des contenus disciplinaires en musique. Il reste cependant beaucoup à faire pour que ces sections soient accessibles à tous les élèves intéressés par le renforcement d'un enseignement musical : l'amputation des heures de cours d'enseignements

généraux pouvant aller jusqu'à 4 h 30, rend difficile une réelle démocratisation. Par ailleurs, le ministère étudie la possibilité d'ouvrir les classes à horaires aménagés à d'autres enseignements artistiques (danse et théâtre).

Sandrine Charrier

CNDP : L'AVIS DU CSE

Le ministère passe outre

Le ministère a décidé de passer outre l'avis négatif émis lors du CSE du 14 mars (21 voix contre, dont la FSU, 2 voix pour) sous forme d'un décret paru au JO du 21 avril. Le SNES, avec l'UNSA, le SGEN, la CFDT, la CGT, s'était opposé très fortement à l'article 7, alinéa 8 permettant

« la création de filiales, les prises, extensions et cessions de participations, la participation à des groupements d'intérêt public, à des groupements d'intérêt économique ou à des groupements européens d'intérêt économique, ainsi que les décisions prises par les centres régionaux de documentation péda-

gogique dans les mêmes matières ». Nous réfutons l'argumentation du ministère selon laquelle la création de filiales serait de nature à développer le partenariat. D'autres solutions sont possibles pour consolider et développer le CNDP dans le cadre du service public.

Gisèle Jean

RTT

CPE et CO-Psy : CTPM confirmé le 2 mai



Sous la pression des interventions du SNES et de la mobilisation continue des personnels, lors de la manifestation du 28 mars, sous différentes formes ensuite (fax, adresses aux élus), le MEN a rouvert des négociations et débouché sur des textes ayant fait l'accord de la Fonction publique.

Les projets d'arrêtés relatifs à la RTT des personnels d'éducation et d'orientation doivent désormais être soumis au Comité technique paritaire du 2 mai. Ils seront le fruit d'une longue bataille engagée par le SNES avec les personnels pour faire reconnaître la légitimité du droit à la RTT, le refus de l'annualisation et de la flexibilité, des rédactions préservant les droits des personnels dans le cadre imposé du décret du 25 août 2000. Cependant, si ces textes, aboutissement des luttes, comportent des avancées et affichent clairement des maxima de service hebdomadaires (35 h pour les CPE, 27 h 30 pour les CO-Psy), ils sont loin de correspondre aux revendications des personnels, n'offrent pas toutes les garanties (gestion des temps de pause pour les CPE par ex.) et laissent pleinement ouverte une question centrale : comment assurer les missions du service public en l'absence de créations d'emplois ? C'est pourquoi le SNES a fait le choix de consulter les per-

sonnels sur les modalités. Le contexte actuel rend d'autant plus fondamentale la nécessité de donner à celui-ci les moyens de fonctionner au mieux, d'assurer à tous les usagers un service de qualité. La massification du système scolaire a eu pour conséquence de poser de nouvelles questions et d'accroître les demandes. En réponse aux questions posées par les « nouveaux publics », les problèmes d'intégration sociale, d'orientation choisie, imposent des créations de postes en nombre suffisant.

Nos exigences pour une RTT créatrice d'emplois prend tout son sens dans ce cadre ; elle doit se traduire par une expression forte des personnels le jour du CTPM (par envoi de fax et de motions au MEN), elle doit se prolonger par des adresses aux candidats aux législatives pour obtenir des engagements sur les missions, les créations de postes, la revalorisation du métier. ■

Frédérique Rolet

« Négociations » au CNED

La situation est complexe puisque toutes les catégories de personnel sont représentées et que les différentes composantes du CNED n'avaient pas les mêmes acquis en matière de durée de travail et de congés (de 45 à 56 jours de congé par exemple, la moyenne étant de 51 jours).

Un groupe de travail paritaire issu du CTP central a été constitué dans un premier temps, avec 6 membres de la direction et 6 membres des fédérations syndicales (2 FSU + 1 CGT + 3 UNSA).

Ces délégués, alors constitués en intersyndicale, se sont heurtés pendant plusieurs mois à la direction qui refusait d'appliquer la circulaire Education nationale (base 45 jours de congé) et voulait imposer le minimum fonction publique (25 jours de congé + 20 jours RTT) avec en plus la flexibilité. Le per-

sonnel a, par ses grèves et ses pétitions, montré à la direction son refus d'un tel mépris.

N'obtenant aucune avancée, les délégués du groupe ont claqué la porte le 1^{er} février.

La direction a alors choisi de convoquer le CTP central. Si quelques blocages ont été levés, les propositions contenaient encore des réductions d'acquis inacceptables et, nouveauté, devaient s'appliquer aux enseignants mis à disposition et en réemploi au CNED, alors même qu'aucun accord national ne concerne ces catégories !

Devant le refus de la direction de modifier son texte, les délégués FSU et experts CGT ont refusé de siéger le 12 avril. L'UNSA a siégé mais refuse depuis de rendre compte aux personnels des discussions menées ce jour-là. Elle

aurait signé un texte qui, à ce jour, (24/4/2002) n'a pas été diffusé par la direction du CNED. Les délégués FSU au comité de suivi national des accords RTT n'ont toujours pas eu communication de leur côté du texte concocté par la direction et l'UNSA.

Le SNES a par ailleurs réitéré ses demandes d'audience au MEN. Il refuse que les enseignants (sauf les détachés) soient concernés par ce texte et souhaitent qu'un cadre national des conditions de travail des enseignants en réadaptation, réemploi et MAD au CNED soit négocié avec le CNED et le MEN.

Des informations plus précises sur ce point seront développées prochainement dans une US-CNED. ■

Marie-Noëlle Gilbert et Françoise Vénier

Présidentielle
Des lycéens s'expriment

« J'ai été profondément touché, hier à 20 heures, quand sont apparus les visages de M. Chirac et de M. Le Pen, qui seront les candidats du deuxième tour de la présidentielle. Comment en France, le prétendu pays des droits de l'homme, peut-on voter pour un homme comme Le Pen... je me le demande. Quand on sait qu'il est xénophobe, antisémite et raciste, on a du mal à croire qu'il a obtenu 17 % des suffrages. Quant à M. Chirac, qui baigne dans les affaires et dans la corruption, ce n'est pas encore pour le moment qu'il pourra s'expliquer devant les juges. Les Français, apparemment, sont complètement irresponsables. Et je voudrais adresser toute ma compassion au candidat Jospin qui a donné cinq ans de sa vie pour redonner des couleurs à notre pays, et qui n'a pas été correctement remercié par les Français pour le travail qu'il a accompli. »

« Je pense que Le Pen est un "gros fasciste" mais c'est le seul qui est capable d'alarmer les citoyens. De toute façon, Jacques Chirac sera réélu président, il n'y a aucune crainte à avoir. La France ne votera en aucun cas pour J.-M. Le Pen. Le taux d'abstention à l'élection présidentielle est énorme, je trouve qu'il montre bien que la France en a marre. Le fait que Le Pen soit au deuxième tour a donné à la France la gueule de bois car ils ont peur de remettre le pouvoir à un homme qui a des idées fascistes. Lionel Jospin, rejeté par la France, a décidé de se retirer ; je trouve qu'il a baissé les bras trop rapidement mais, de toute façon, que sa carrière politique dure cinq ans ou plus, il ne fera jamais quelque chose d'extraordinaire. »

« Le Pen élu dans le pays des libertés, de l'égalité, de la démocratie... Non, contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'y a pas d'oxymore... Il a brillamment su jouer sur les problèmes d'insécurité, bravo ! Mais ses solutions sont-elles les bonnes ? Mais son score, à quoi est-il dû ? Surtout à des votes protestataires, et non pas grâce à de réels partisans, ouf ! Pourquoi est-il au deuxième tour : parce qu'il faut chercher les abstentionnistes parmi l'électorat de gauche principalement, qui ne s'est pas mobilisé... Mais, malgré tout, je dis tant mieux : peut-être que cela va enfin réveiller cette France à la démocratie endormie, de n'avoir que le choix droite/extrême droite, peut-être que toutes les personnes qui se désintéressaient vont se soulever pour aller voter le 5 mai et relancer l'intérêt du peuple français pour la politique. C'est pourquoi je pense que le taux d'abstentionnisme au deuxième tour sera très faible grâce au soulèvement populaire que cela a engendré. »

« Le Pen n'est pas la solution des problèmes de la France. Pour le deuxième tour, il ne faut pas s'abstenir et il faut combattre démocratiquement Le Pen ! »

« La campagne de Le Pen, avec ses shows à l'américaine et son large déploiement sur le thème de l'insécurité est, à mon avis, une des raisons de son élection. Une des autres raisons est sûrement le taux d'abstentionnisme. Malgré le fait que je n'ai pas d'opinion politique à proprement parler, je pense que la France, si Le Pen est président, pourra être en deuil. La population immigrée risque de pâtir des actions de Le Pen et entre ne rien faire (ce à quoi on pourrait résumer l'action de Chirac) et bouleverser tout, voire engendrer des guerres (Le Pen ?), mieux vaut ne rien faire. Le fait qu'il n'y a aucun "finaliste" de gauche est, je pense, un problème au niveau représentatif. On verra la suite du "loft présidentiel" dans 15 jours. »

« Je pense que l'on a oublié de fabriquer un cerveau à un cinquième des Français ! Au deuxième tour, on devra choisir entre un voleur-menteur et un fasciste. Vive la France ! »

« Je pense que cela est honteux qu'en France, un pays très avancé, un homme raciste comme Le Pen puisse remporter 17 % des votes français. De plus, le fait que les Français ne puissent voter au deuxième tour que pour la droite ou l'extrême droite est un problème démocratique puisque les idées de la gauche ne seront pas reprises. »

« J'ai entendu que les journaux britanniques se moquaient de nous et j'ai vu que plusieurs Français disaient "avoir honte d'être Français". J'ai, moi aussi, honte que la France ait laissé un homme, qui est raciste et incapable de se contrôler, arriver au premier tour de l'élection présidentielle. Mais, pour le second tour, il faut que tous les abstentionnistes aillent voter Chirac, sinon cela favorisera Le Pen. »

« Je n'aurais jamais cru que Le Pen puisse être au deuxième tour. Ça ne m'était même pas venu à l'esprit. Je pensais que les Français avaient compris l'exemple de l'Italie et de l'Autriche et qu'ils n'auraient pas fait la même erreur. A Fismes, il est même arrivé premier. Les Français sont devenus fous. »

« Hier soir, Jean-Marie Le Pen a obtenu environ 17,5 % des voix des Français ayant voté, il participera donc au second tour de présidentielle 2002 face à Jacques Chirac (environ 20 %), ce qui s'explique facilement par l'abstention, par les faibles pourcentages certes, mais pourcentages qui ont été partagés entre les différents candidats ayant récolté les cinquante signatures, puis par l'incompréhension des différentes personnes qui sont parties voter Le Pen soi-disant pour faire réagir ou pour montrer leur mécontentement envers le système politique français. Les résultats du premier tour sont surprenants et montrent que le fait de se désintéresser de la vie politique peut prendre d'importantes tournures. Une chose est sûre, le peuple français, face à ces résultats, va réagir et faire en sorte qu'il ne soit pas élu président de la République, ce qui est quand même rassurant. Mais le mal est fait, maintenant on aura au pouvoir énormément de racistes avec qui il faudra diriger le pays. Attention à la démocratie et à ses valeurs. »

Lundi matin, 22 avril.



L'ACTUALITE

Paris, mardi 23 avril

Manifestation de la jeunesse contre le Front national

Organisée à l'appel de la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens), avec le soutien de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), la manifestation qui a rassemblé les jeunes à Paris, au surlendemain du premier tour de l'élection présidentielle, a réuni 1000 manifestants sous le slogan « Sauvons la République ». Spontanément, ils sont venus et défilent avec calme, presque avec gravité. Ils sont « motivés », comme le dit la chanson diffusée par les haut-parleurs des organisateurs. Des adultes sont mêlés au défilé. Prises sur le vif, paroles des manifestants.

Elle a les larmes aux yeux. Simone, une soixantaine d'années, regarde passer le défilé des jeunes contre Le Pen. « Jamais cela ne serait arrivé avant », dit-elle avec émotion. Avant ce fameux dimanche soir. Voilà deux jours que la France a connu un réveil brutal.

Mélina marche dans la foule, elle est en classe de Seconde dans un lycée de banlieue. « J'ai 16 ans, je ne peux pas voter. Venir à cette manifestation, c'est une façon de montrer mon désaccord. Je reviendrai samedi prochain et le 1^{er} Mai : il faut lutter contre les idées du Front national. Dimanche soir, j'avais honte... ».

Ils ont pris connaissance de ce rendez-vous par le bouche à oreille - le portable a fait des merveilles, les mini-messages ont circulé d'un téléphone à l'autre - ou, comme Mélina, par la radio : « Ouïe FM invite les jeunes à téléphoner pour communiquer les lieux et les dates des manifestations. Ensuite, les animateurs donnent l'information à l'antenne ou la diffusent sur leur site Internet », explique-t-elle. Elle est venue avec Anna, sa cousine. Elle aussi, en classe de Seconde, à Paris, semble particulièrement bien informée sur le déroulement de cette élection et cite les scores des candidats en lice. Anna est là parce que « Jean-Marie Le Pen veut retirer la France de l'Europe. C'est une aberration ! Grâce à cette manifestation, nous montrons aux autres pays que nous ne sommes pas d'accord. » Mélina renchérit : « Il fait régresser la France, il exclut l'Europe et le reste du monde ». Pour ces deux jeunes filles, cela semble une évidence : la France est indissolublement liée à l'Europe. Il est impensable que l'on puisse l'envisager autrement. « Je suis ici pour protester, affirme Irène, étudiante en deuxième année d'économie, de la même façon que les électeurs de Le Pen ont voté pour lui en protestation contre les autres hommes politiques. Je suis allée voter dimanche, et j'ai aidé au dépouillement des bulletins au



centre de vote. J'avais la nausée. » Les 16,95 % du Front national lors de ce premier tour ont produit l'effet d'un électrochoc. « Je suis là pour dire que la France, ce n'est pas forcément le Front national. La France est un Etat de droit, comment est-il possible qu'un parti extrémiste obtienne un tel succès ? », s'insurge Nadia, jeune étudiante en deuxième année d'économie. Laure, brune de 16 ans, lycéenne à Paris, affirme qu'elle est venue pour « l'honneur de la France ». Pour elle, « 20 % pour l'extrême droite, c'est une honte pour la France. Dimanche soir, en entendant les résultats, j'ai pleuré », raconte-t-elle. « Je ne m'intéresse pas à la politique. Mais aujourd'hui, c'est différent », affirme-t-elle avec sérieux. « Je ne comprends pas : comment en est-on arrivé là ? ».

Daniel, professeur d'économie à Reims, a été choqué : « Je suis ici pour soutenir les lycéens, dit-il. Ce résultat montre une image de la France rabougrie et qui craint sa jeunesse. Lundi, j'ai discuté avec



mes élèves. Ils étaient révoltés, ils reprochent aux adultes de les placer dans une situation impossible : « Nous sommes l'avenir, disent-ils, et voilà l'avenir que vous nous préparez ». La jeunesse véhicule les valeurs de tolérance, d'égalité, de respect, alors que la campagne présidentielle les a stigmatisés. On n'a jamais parlé des problèmes de la jeunesse, de leur autonomie par exemple », regrette Daniel.

L'UNEF est venue prêter main-

affolant : c'est se rendre compte que 17 % des votants sont racistes », s'insurge la lycéenne. Elle s'est immédiatement rendue place de la République et a participé à la manifestation spontanée : « Nous étions plus de 10 000, nous étions sous le choc ».

Des adultes parsèment les rangs. Saïd, chercheur à l'INSERM (Paris) explique que « avec mes collègues, nous cherchions une manifestation pour exprimer notre opposition au Front national. Les jeunes nous donnent cette occasion », poursuit-il. Au-delà des générations, des couleurs politiques, les adultes mettent en avant leur satisfaction de défiler ensemble. « C'est une question de valeurs communes, explique Didier, artiste. Je n'aime pas les foules, mais il était important, cette fois, de montrer que nous sommes là. »

Valérie, professeur en faculté, dit avoir été « effarée, sidérée » ce dimanche soir. Puis elle a pensé : « Nous y sommes. » Elle explique : « Nous l'avions senti venir depuis des mois, nous nous sommes trop facilement contentés d'une chute d'audience de la gauche. Je trouve très bien qu'il y ait une manifestation tous les jours, j'espère que celle de samedi prochain et celle du 1^{er} Mai seront gigantesques. » Autour des jeunes, les caméras, les appareils photos, les micros des journalistes pullulent. Les manifestants posent de bonne grâce et, s'il arrive qu'un tagger abrite son visage derrière son bras replié, il adresse un sourire rayonnant au cameraman une fois son œuvre accomplie.

17 h 30, place de la Bastille. Rendez-vous est pris pour les jours suivants et pour un grand défilé prévu pour samedi. Les voitures reprennent peu à peu possession du bitume. Devant la terrasse d'un café, un accordéoniste entonne « Douce France ». Les CRS et les cars de police, nombreux et inutiles, se dispersent sous les cris de joie des jeunes. Il n'y a pas eu de violence. Samedi prochain, ils seront là. ■

forte à la FIDL : main dans la main, les militants contiennent le défilé. En queue de manifestation, les membres des Jeunesses communistes brandissent des drapeaux rouges. Les slogans repris en chœur scandent le goût de la jeunesse pour une France métissée. « Nous sommes tous des enfants d'immigrés, à la première, à la deuxième, à la troisième génération », ou « La jeunesse se déchaîne contre le vote de la haine ». Pour Magali, étudiante en droit à Nanterre, ce ne sont pas de vaines paroles : « Dimanche soir, à l'annonce des résultats, j'ai ressenti une grande tristesse. Nos amis et nos petits amis sont arabes ou noirs. Je suis inquiète pour eux, pour ceux qui attendent leur naturalisation », explique-t-elle. Sarah, élue au bureau national de la FIDL, avoue avoir d'abord ressenti « de la colère, de la peur, de la honte », au soir des résultats du premier tour. « Le Pen au pouvoir, ce n'est pas le désir de la jeunesse. Notre avenir est en jeu. 17 %, des voix pour le Front National, c'est



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle qui, pour la première fois, placent un candidat d'extrême droite au second tour, produisent une situation d'une extrême gravité qui ne peut qu'inquiéter tous ceux qui sont attachés aux valeurs de la démocratie, de la tolérance, du progrès social, de la laïcité.

La FSU appelle à faire barrage à l'extrême droite. Elle, qui a été de tous les combats contre les idées, notamment de racisme et de xénophobie, portées par les organisations d'extrême droite, dont le Front national, continuera à le faire résolument et sur tous les terrains.

Elle considère aujourd'hui, en tant qu'organisation syndicale, que la meilleure voie pour y parvenir c'est de redonner confiance dans l'action et la réflexion collectives, les valeurs de solidarité, de justice, d'éducation, de culture. Plus que jamais, le syndicalisme et le mouvement social doivent jouer pleinement



leur rôle, contribuer à construire des alternatives et à bâtir et faire prévaloir une politique qui réponde aux besoins de la population, qui se fonde sur la justice sociale, sur la lutte contre le chômage et l'exclusion, sur une meilleure répartition des richesses produites, sur l'éducation, la formation et l'insertion de tous les jeunes, sur le rôle des services publics et l'égalité des droits pour tous.

Plus que jamais, l'unité pour laquelle la FSU se bat est indispensable pour débattre, élaborer des solutions, mener l'action.

La FSU lance un appel pour que le 1^{er} Mai soit une étape importante de cette unité du mouvement syndical et social pour la démocratie, pour le progrès social et la justice et pour les revendications.

Paris, le 22 avril 2002

Les rassemblements du 1^{er} Mai

**AIN**

- **Bourg-en-Bresse** : 10 heures, marché couvert.

ALPES-MARITIMES

- **Nice** : 10 heures, place Massena.
- **Toulon** : 10 heures, place de la Liberté.

BAS-RHIN

- **Strasbourg** : 10 heures, place de la Bourse.

BOUCHES-DU-RHÔNE

- **Marseille** : 10 h 30, aux Mobiles.

CALVADOS

- **Bayeux** : 10 h 30.
- **Caen** : 10 h 30, place de la Résistance.
- **Falaise** : 10 h 30.
- **Lisieux** : 10 h 30.
- **Mézidon** : 10 h 30.
- **Vire** : 10 h 30.

CHARENTE

- **Angoulême** : 10 heures, place de la Bussatte.

CORRÈZE

- **Brive** : 11 heures, rue Jean-Fieyre.
- **Tulle** : 11 heures.
- **Ussel** : 10 h 30, salle des Fêtes.

CORSE

- **Ajaccio** : 10 heures, place de la Gare.

CÔTES-D'ARMOR

- **Saint-Brieuc** : 10 h 30, maison du Peuple.

CREUSE

- **Guéret** : 11 heures, Hôtel de Ville.

DEUX-SÈVRES

- **Thouars** : 10 heures, place Flandre-Dunkerque.

DRÔME

- **Valence** : 11 heures, place de la Gare.

GIRONDE

- **Bordeaux** : 9 h 30, place de la République.
- **Mulhouse** : 10 heures, place de la Réunion.

HAUTE-CORSE

- **Bastia** : 10 heures, Palais de Justice.

LOT-ET-GARONNE

- **Agen** : 10 heures, Bourse du Travail.

MANCHE

- **Cherbourg** : 10 h 30.
- **Saint-Lô** : 10 h 30.

MARNE

- **Reims** : 10 heures, maison des Syndicats.

MEURTHE-ET-MOSELLE

- **Nancy** : 10 h 30, place de la République.

MOSELLE

- **Thionville** : 10 heures, place de la Liberté.

PARIS

- **SNES** : 15 heures, République.
- **FSU** : 15 heures, Cirque d'hiver.

PUY-DE-DÔME

- **Clermont-Ferrand** : 10 heures, place de Jaude.
- **Issoire** : 10 heures.
- **Riom** : 10 heures.
- **Saint-Eloy-les-Mines** : 10 heures.
- **Thiers** : 10 heures.

RHÔNE

- **Lyon** : 10 h 30, place Bellecour.

SEINE-MARITIME

- **Rouen** : 10 heures, cours Clemenceau.

SOMME

- **Amiens** : 10 h 30, maison de la Culture.

VIENNE

- **Poitiers** : 10 heures, promenade des Cours.

VOSGES

- **Epinal** : 10 heures, Champ de Mars.

HAUTE-SAÔNE

- **Vesoul** : 10 h 30, place de la République.

HAUTE-VIENNE

- **Limoges** : 10 heures, place de la République.

HÉRAULT

- **Montpellier** : 10 heures, au Peyrou.

ILLE-ET-VILAINE

- **Rennes** : 10 heures, place de la Mairie.
- **St-Malo** : 10 h 30, porte Saint-Vincent.

INDRE-ET-LOIRE

- **Tours** : 10 heures, place du Commandant-Tulasne.

ISÈRE

- **Grenoble** : 10 heures, place de la Gare.

JURA

- **Lons-le-Saunier** : 10 h 30, place de la Liberté.
- **Dôle** : 11 heures, Pavillon des Archebusiers.

LOIRE

- **Roanne** : 10 h 30, sous-préfecture.
- **Saint-Etienne** : 10 heures, bourse du Travail.

LOIRE-ATLANTIQUE

- **Nantes** : 10 heures, place du Commerce.
- **Saint-Nazaire** : 10 heures, place de la Gare.

LOIRET

- **Gien** : 11 heures, place de la Victoire.
- **Montargis** : 10 heures, place du Pâtis.
- **Orléans** : 10 heures, anciennes halles.
- **Pithiviers** : 10 h 30, salle Chantoiseau.

Paris, samedi 27 avril, place de la République, 15 heures
« Pour la démocratie - contre Le Pen »

La FSU appelle à la manifestation « pour la démocratie - contre Le Pen » à l'initiative du **MRAP** et de la **LDH** à Paris, samedi 27 avril, place de la République, à 15 heures.

A l'heure où nous mettons sous presse, nombreux sont les départements et villes où les lieux et heures de rassemblement n'ont pas encore été arrêtés. Nous invitons donc nos lecteurs à se reporter aux publications SNES et FSU locales ou au site Internet de leur section académique (liste ci-dessous).

Aix-Marseille : www.aix.snes.edu

Amiens : www.amiens.snes.edu

Besançon : www.besancon.snes.edu

Bordeaux : www.bordeaux.snes.edu

Caen : www.caen.snes.edu

Clermont : www.clermont.snes.edu

Créteil : www.creteil.snes.edu

Dijon : www.dijon.snes.edu

Grenoble : www.grenoble.snes.edu

Guyane : www.personal.nplu.gf/snes-fsu

Lille : www.lille.snes.edu

Limoges : www.limoges.snes.edu

Lyon : www.lyon.snes.edu

Montpellier : www.montpellier.snes.edu

Nancy-Metz : www.nancy.snes.edu

Nantes : www.nantes.snes.edu

Nice : www.nice.snes.edu

Orléans-Tours : www.orleans.snes.edu

Paris : www.paris.snes.edu

Poitiers : www.poitiers.snes.edu

Reims : www.reims.snes.edu

Rennes : www.rennes.snes.edu

Réunion : www.oceanes.fr/~snesrun/

Rouen : www.rouen.snes.edu

Toulouse : www.toulouse.snes.edu

Versailles : www.versailles.snes.edu